

Conférence de presse de fin d'année

« Bilan 2018 et perspectives économiques pour 2019 : essoufflement économique et recrudescence des tensions ? »

2018

Carlo Thelen, Directeur Général

Marc Wagener, Directeur Affaires Economiques



www.cc.lu

Conférence de presse de fin d'année

11 décembre 2018

PROGRAMME



- I. Etats-Unis : une euphorie économique en «Trump- l'œil» ?
 - II. Le Japon : une croissance nipponne ni mauvaise mais sensible aux aléas
 - III. La Chine : redonner du souffle au dragon via la transition vers une croissance plus durable
 - IV. La zone Euro : la certitude des incertitudes à venir
 - V. Les pays voisins du Luxembourg : Allemagne, Belgique et France
 - VI. Le Royaume-Uni : Brexit, le virage qui fait freiner l'économie
 - VII. Le Luxembourg: haut de cycle sur fond de croissance extensive
 - VIII. La voix des entreprises via l'enquête Eurochambres
-



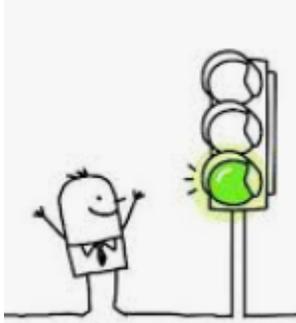
I. Les Etats-Unis : une euphorie économique en « Trump – l'œil »?

L'EUPHORIE ECONOMIQUE AMERICAINE

24,3% du PIB mondial

3,9% des exportations luxembourgeoises (5,1% services et biens)
4,2% des importations luxembourgeoises (11,8% services et biens)

Des indicateurs économiques au vert
(évolutions par rapport à 2017)



Croissance du PIB (+3,5%)

Progression des salaires : (+2,8%)

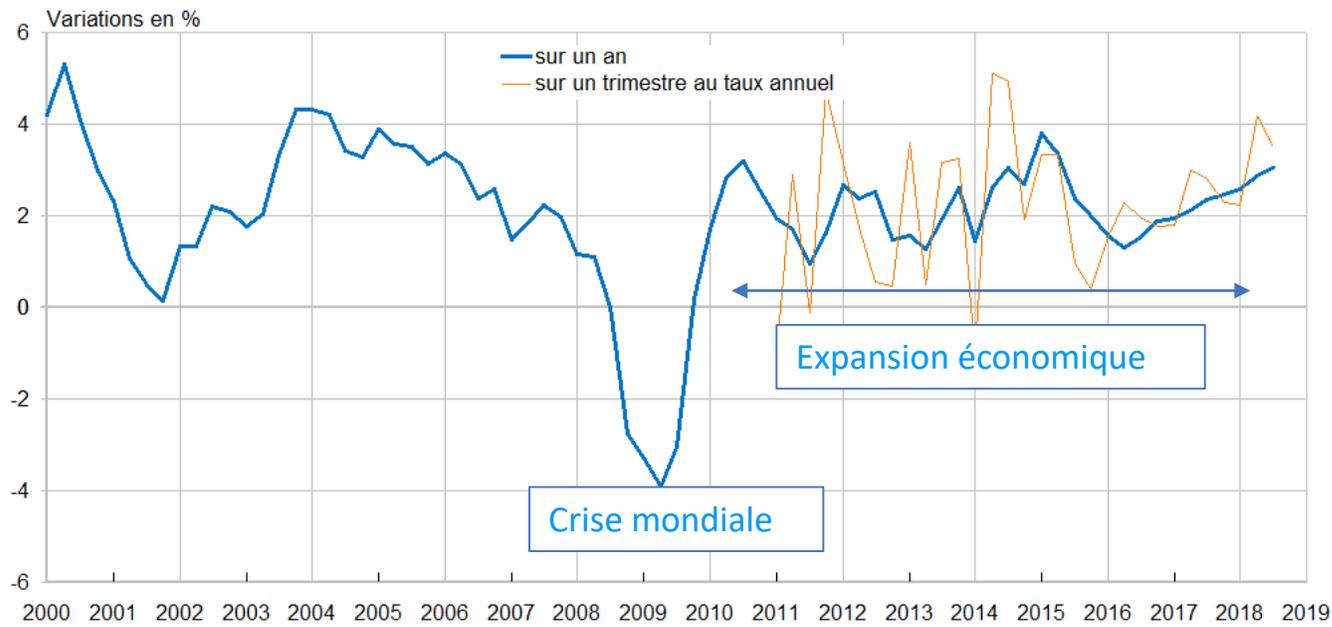
Recul du chômage : (-10%)



UN RALENTISSEMENT INELUCTABLE?

Depuis la fin de la crise de 2007-2009, les Etats-Unis bénéficient d'une des phases d'expansion économique les plus longues de l'histoire moderne.

Etats-Unis Croissance du PIB en volume



Source : Bureau Of Economic Analysis

© Rexecode

Le retournement de cycle est inéluctable

- Les tensions **commerciales** avec la Chine
- La **hausse du cours du pétrole**
- Une **stabilité financière vulnérable**
- **L'effet d'éviction** de l'investissement public

Les **leviers fiscaux et budgétaires** utilisés actuellement en **haut de cycle** s'épuisent laissant les américains **désarmés** en cas de **récession économique**.



II. Le Japon: une croissance nipponne ni mauvaise mais sensible aux aléas

LA RELANCE « ABENOMICS »

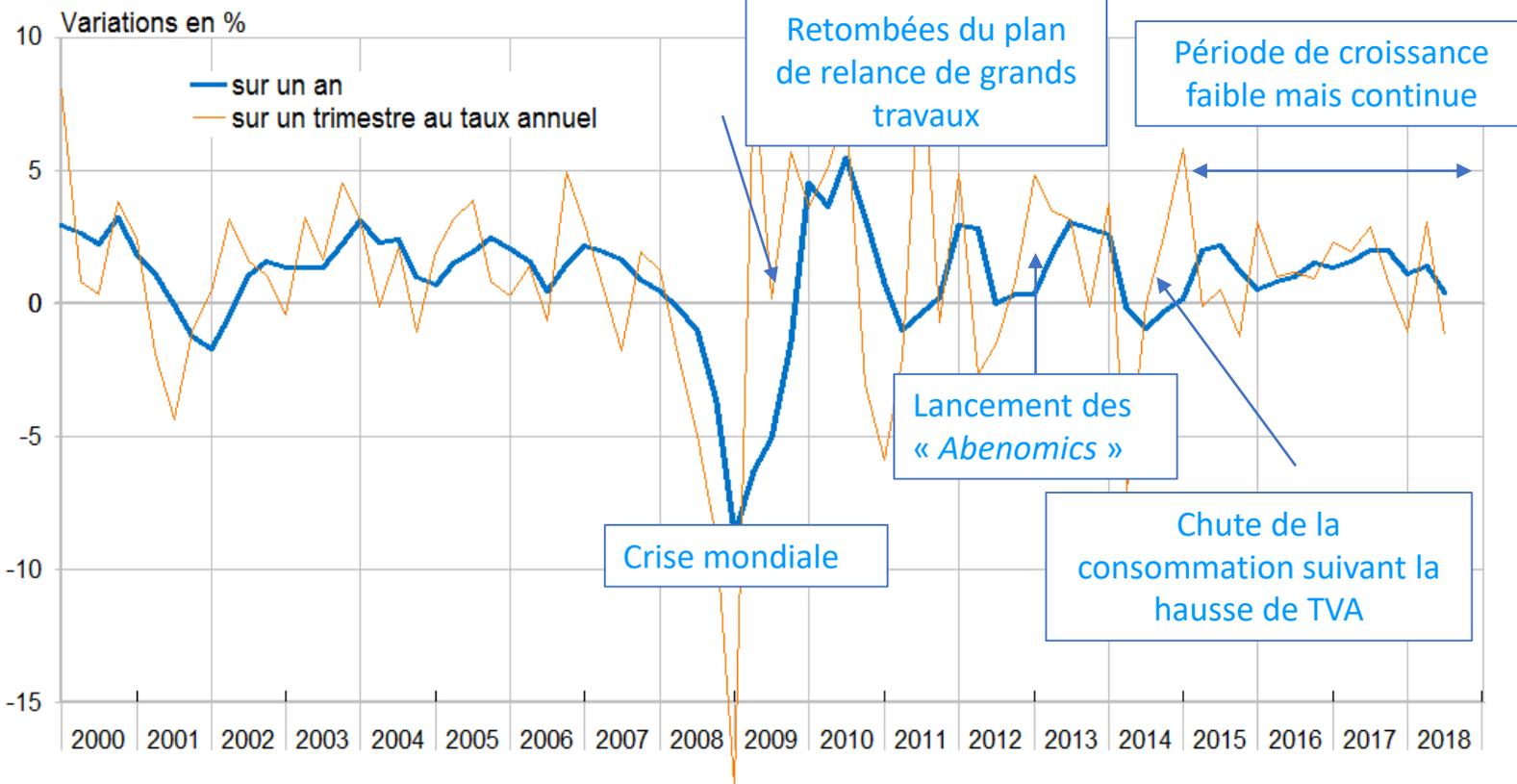
6,1% du PIB mondial

0,5% des exportations luxembourgeoises (1,0% services et biens)

2,0% des importations luxembourgeoises (0,8% services et biens)

Japon

Croissance du PIB en volume



Source : Japan Cabinet Office

© Rexecode



Politique monétaire accommodante

Fort stimulus budgétaire

Réformes structurelles

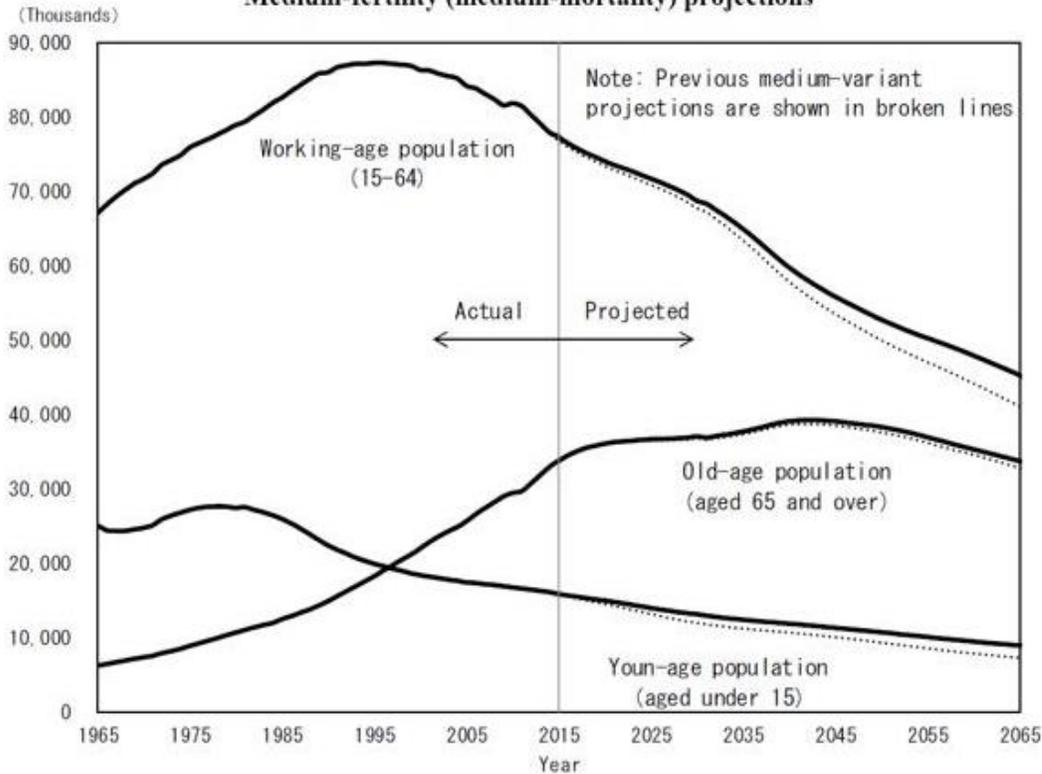


2017 : une année de croissance continue exceptionnelle

UNE CROISSANCE PAS FORCEMENT QUALITATIVE NI DURABLE

Des défis démographiques de taille : vieillissement et déclin de la population

Figure 1-3 Trends in the population of major three age groups:
Medium-fertility (medium-mortality) projections



Source : Institut National pour la Recherche sur la Population et la Sécurité Sociale (NIPSS)

La sensibilité aux aléas environnementaux et guerres commerciales



Une certaine fragilité économique

- Dette publique : 236,4% du PIB
- Précarisation du marché du travail
- Déflation persistante
- Dépendance envers la demande extérieure



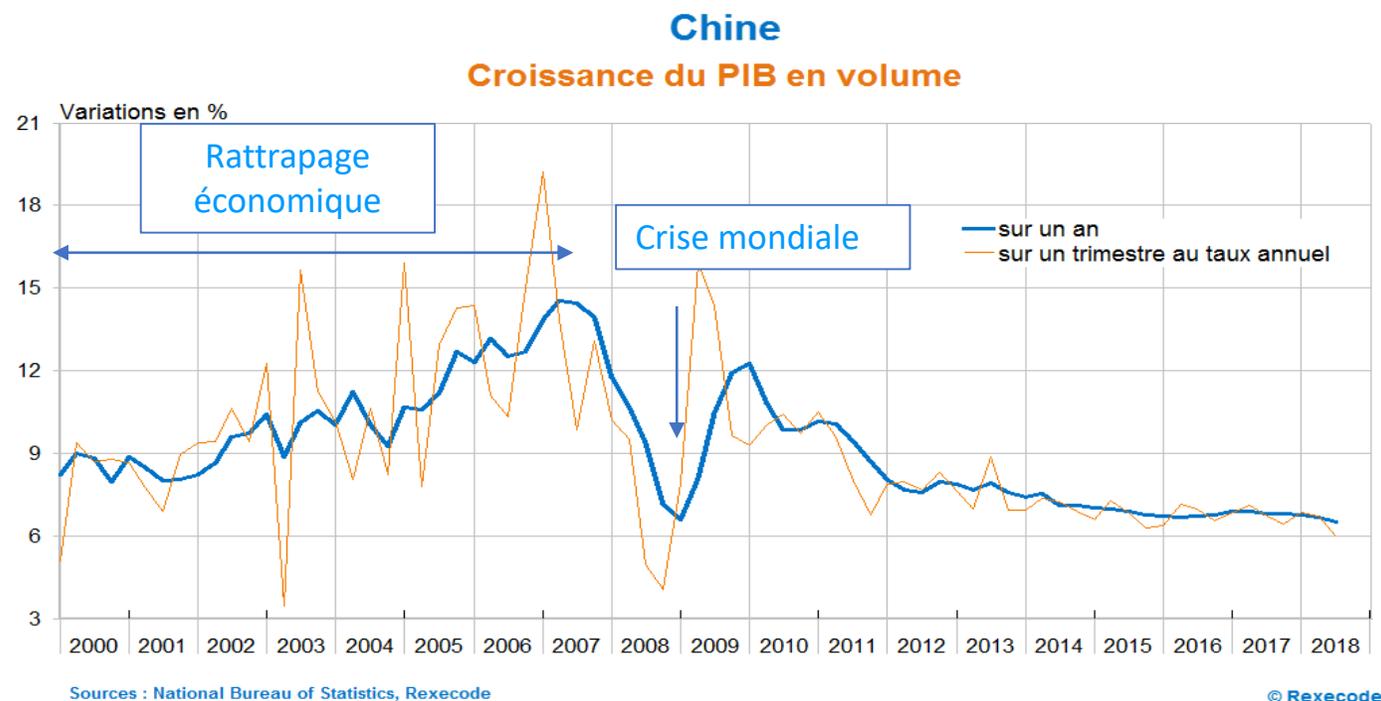
III. La Chine : redonner du souffle au dragon via la transition vers une croissance plus durable

A LA RECHERCHE DE LA CROISSANCE PERDUE

15% du PIB mondial

2,1% des exportations luxembourgeoises (1,1% services et biens)

0,8% des importations luxembourgeoises (0,4% services et biens)



Années 90 : rattrapage exceptionnel

La crise de 2009 révèle les limites du modèles

Transition vers un modèle de croissance plus durable

- Hausse de la demande domestique au détriment de l'investissement
- Progression du secteur tertiaire
- Politiques budgétaire et monétaire accommodantes



Des vulnérabilités qui s'accroissent malgré les réformes
Une croissance tendanciellement en baisse



IV. La zone euro : la certitude des incertitudes à venir



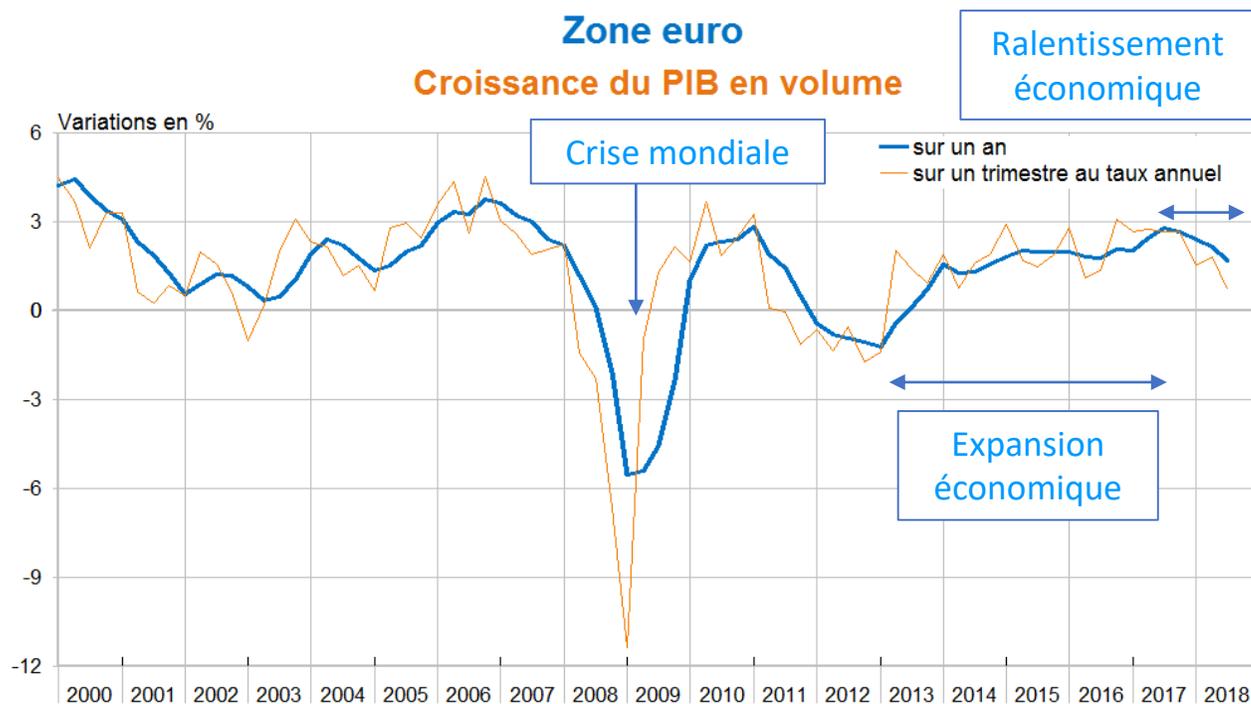
SCRIPT

RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ET ALEAS ANTICIPES

18,4% du PIB mondial

66,6% des exportations luxembourgeoises (55,8% services et biens)

80,1% des importations luxembourgeoises (51,4% services et biens)



Source : Eurostat

© Rexecode

Un ralentissement économique malgré des investissements dynamiques

- Remontée des cours pétroliers
- Essoufflement des exportations industrielles

Des risques économiques majeurs

- Protectionnisme
- Prix des actifs
- « Hard Brexit »
- Italie et finances publiques
- Tarifs douaniers américains sur l'automobile

L'incertitude politique

- Changement de présidence BCE
- Elections européennes

A snail with a brown and white shell is moving slowly across a wooden surface. In the background, a ruler with numbers 32, 33, 34, and 35 is visible, along with a blurred keyboard. The scene is dimly lit, suggesting an indoor setting.

**V. Les pays voisins du Luxembourg
(Allemagne, Belgique et France): un
ralentissement économique généralisé**

LE RALENTISSEMENT GENERALISE DE LA CROISSANCE

France : ralentissement économique et pessimisme

- Ralentissement de la croissance
- Recul du climat des affaires et des investissements
- Recul de l'indice de confiance des ménages



3,2% du PIB mondial
14,7% des exportations luxembourgeoises
12,2% des importations luxembourgeoises

Belgique: ralentissement économique mais croissance de l'emploi

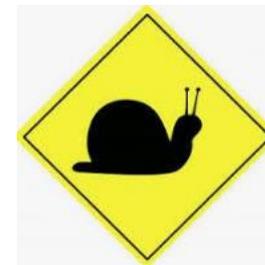
- Ralentissement de la croissance
- Recul de la demande intérieure
- Une croissance de l'emploi qui reste soutenue



0,6% du PIB mondial
11,6% des exportations luxembourgeoises
33,8% des importations luxembourgeoises

Allemagne : croissance continue malgré un ralentissement

- Plus grande période d'expansion économique depuis 1966 malgré un ralentissement
- Un secteur de l'automobile fragilisé
- Une demande intérieure soutenue
- Un taux de chômage à son niveau le plus bas depuis la réunification



4,6% du PIB mondial
27,8% des exportations luxembourgeoises
26,5% des importations luxembourgeoises

A red toy car with a Union Jack on its roof is positioned on a map of Europe. To its right, a small European Union flag is stuck into the map. The map is colored in shades of blue and yellow, representing the colors of the European Union flag. The background is a light beige color.

VI. Le Royaume Uni : Brexit, le virage qui fait freiner l'économie

LE BREXIT DONNE UN COUP DE FREIN A L'ECONOMIE



3,3% du PIB mondial
4,8% des exportations luxembourgeoises
(12,6% services et biens)
3,0% des importations luxembourgeoises
(14,7% services et biens)

- Plongeon du cours de la Livre sterling
- Inflation
- Recul de l'investissement
- Chute des exportations



PENDANT CE TEMPS... AU LUXEMBOURG...



Le Royaume-Uni : 5^{ème} partenaire pour les exportations et 7^{ème} partenaire pour les importations

44 entreprises ont annoncé leur relocation au Luxembourg.
(source: KPMG)

- Des **retombées positives** à court terme
- Des **perspectives incertaines** à moyen et long terme



Le Luxembourg se prépare pour l'avenir...

82,2% des répondants à l'enquête sur le Brexit au Luxembourg, souhaitent être tenus au courant des informations liées au Brexit.

- **2 nouvelles circulaires** de la CSSF
- Enquête « *Le Brexit et ses enjeux pour les entreprises luxembourgeoises* » lancé par la Chambre de Commerce
- **Le cycle de conférences préparatoires** organisé par la Chambre de Commerce



VII. Le Luxembourg: haut de cycle sur fond de croissance extensive

LES FONDAMENTAUX ECONOMIQUES ET LE MORAL DES ENTREPRISES SONT ENCORE POSITIFS, MAIS JUSQUE QUAND ?

Une économie actuellement au beau fixe...



- Des **fondamentaux conjoncturels optimistes**
- Un **contexte international** en nette **amélioration** malgré un **ralentissement**
- Le **redémarrage** de la **consommation domestique**
- L'**amélioration** du **solde public**

...reposant sur un modèle de croissance insoutenable sur le long terme

- Les **ressources** ne sont **pas illimitées**
- Le défi du **vieillissement démographique**

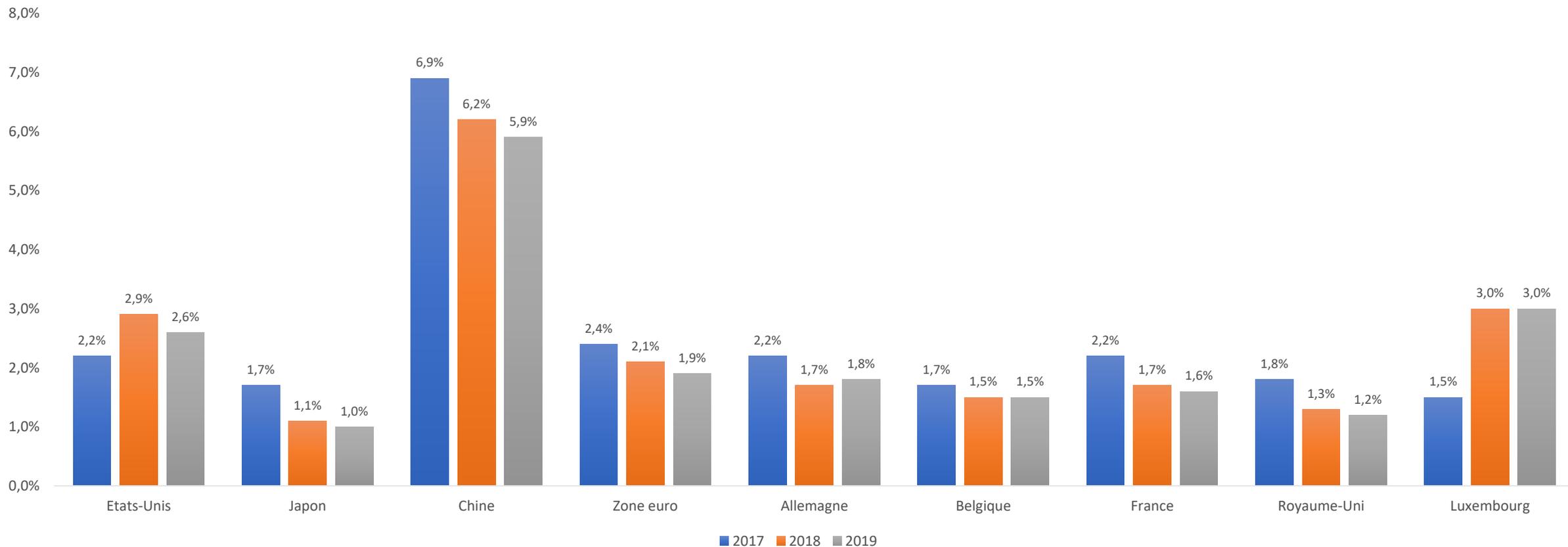


Impératif d'une **transition** vers un **modèle économique plus résilient**



TABLEAU RECAPITULATIF

Taux de croissance du PIB réel (moyenne annuelle)



Source des données : STATEC (19.11.18) pour le Luxembourg et Commission Européenne (8.11.2018) pour les autres pays et zones



EUROCHAMBRES

VIII. La voix des entreprises via l'enquête
Eurochambres

L'enquête Eurochambres peut être qualifiée d'étude représentative au Luxembourg car il s'agit ...

- ✓ ... d'une enquête qualitative sur la conjoncture, coordonnée par Eurochambres, l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie européennes qui représente plus de 20 millions d'entreprises en Europe
- ✓ ... d'une enquête annuelle, dont l'édition 2019 correspond au 26^e opus
- ✓ ... d'une enquête menée au Luxembourg par la Chambre de Commerce, avec la collaboration de TNS-ILRES, auprès de plus de 1.000 entreprises industrielles et de services, de plus de 10 salariés
- ✓ ... d'une enquête dont les taux de réponse sont significatifs : 528 entreprises participantes, dont 79% comptant entre 10 et 49 employés

L'Enquête
Eurochambres
2019 en
6 grands
messages



Les recommandations de la Chambre de Commerce aux grands messages des entreprises

Six « Etats » qui œuvrent ensemble pour une croissance qualitative :

1. L'Etat entrepreneurial
2. L'Etat durable
3. L'Etat ouvert
4. L'Etat social
5. L'Etat formateur
6. L'Etat dirigeant

4 conditions *sine qua non*

- Geler les prix administrés, par le biais d'un moratoire de 2 années par exemple
- Limiter les tranches indiciaires, au maximum à tous les 18 mois
- Mettre en place un cadre entrepreneurial porteur en termes de digitalisation et une organisation du travail flexible, moderne et proche des entreprises
- Mener à bien la transition écologique qui ne pourra avoir lieu sans une meilleure efficacité des ressources, la promotion de l'économie circulaire par les marchés publics ou encore la mobilité durable

1) Près de 70% des entreprises estiment que le climat économique restera inchangé en 2019 ...

Ce que disent les entreprises :

- Alors que des tensions sur l'économie sont annoncées pour 2019, les entreprises luxembourgeoises sont dans l'expectative
- Pas de grand pessimisme en vue puisque 1 entreprise de service sur 5 et 1 entreprise industrielle sur 7 tablent même sur une amélioration du climat économique

Ce que la Chambre de Commerce préconise à l'Etat entrepreneurial

- L'activité entrepreneuriale est au cœur d'une économie et d'une société fortes, durables et inclusives
- L'Etat doit poursuivre la création d'un cadre en faveur des entreprises, prendre des décisions et ne pas étouffer les initiatives avec un millefeuille de réglementations

1) Près de 70% des entreprises estiment que le climat économique restera inchangé en 2019 ...

Ce que le programme gouvernemental prévoit :

- « Le Gouvernement continuera à construire l'avenir du Luxembourg avec ambition et dans l'intérêt général, de façon équitable et à la pointe des défis écologiques »
- « Le Gouvernement maintiendra un environnement économique attractif, entre autres par le biais d'un cadre économique et fiscal compétitif »
- Digitalisation des démarches administratives / Offre de méthodes de paiement innovantes

2) mais des défis persistent ... SERVICES

Ce que disent les entreprises :

- Pour la cinquième année consécutive, il a été demandé aux entreprises d'identifier un maximum de trois grands défis pour l'année à venir
- Les défis plébiscités traversent les années et les enquêtes : le **manque de main-d'œuvre qualifiée**, le **coût du travail** et la **faible demande intérieure**
- Le **Brexit** est vu comme un défi majeur par 6,6% des entreprises

SERVICES		
Manque de main-d'œuvre qualifiée	62,4%	TOP 3
Coûts du travail	43,0%	
Demande intérieure	28,7%	
Demande extérieure	24,7%	
Prix de l'énergie et des matières premières	24,5%	
Conditions de financement	9,5%	
Impact du Brexit	6,6%	
Taux de change	3,9%	

3) ... et d'autres gagnent en importance INDUSTRIE

Ce que disent les entreprises :

- Pour la première fois, le **prix des énergies et des matières premières** entre dans le TOP 3 des défis les plus importants selon les entreprises industrielles
- Le **manque de main-d'œuvre** et le **coût du travail** conservent leurs positions
- Le **Brexit** ne fait pas partie des préoccupations majeures de l'industrie luxembourgeoise

INDUSTRIE		
Manque de main-d'œuvre qualifiée	69,5%	T O P 3
Coûts du travail	45,4%	
Prix de l'énergie et des matières premières	29,1%	
Demande intérieure	28,6%	
Conditions de financement	15,6%	
Demande extérieure	14,6%	
Taux de change	1,8%	
Impact du Brexit	0,4%	

Manque de main-d'œuvre qualifiée : Le temps n'arrange pas la donne

	2017	2018	2019
Manque de main-d'œuvre qualifiée	48,0	55,3	64,4
Secteur manufacturier	55,4	65,4	69,5
Secteur des services	44,9	51,2	62,4
Coûts du travail	42,4	41,0	43,7
Secteur manufacturier	48,2	39,4	45,4
Secteur des services	40,0	41,6	43,0
Demande intérieure	34,0	37,2	28,7
Secteur manufacturier	37,1	44,1	28,6
Secteur des services	32,8	34,4	28,7

Manque de main-d'œuvre qualifiée : « Entreprise recherche désespérément travailleur qualifié »

Ce que la Chambre de Commerce préconise à l'Etat formateur :

Deux grands chantiers à mener :

- 1) La formation de talents** : Feuille de route du type « Luxembourg's next Supertalent » et objectifs à atteindre d'ici à 2023, avec des actions portant sur
 - le « gaspillage » de capital humain et les trop nombreux échecs et décrochages scolaires
 - la promotion de l'entrepreneuriat
 - l'orientation vers les études en sciences, ingénierie, informatique et statistiques
 - la formation continue

- 2) L'attrait de travailleurs qualifiés étrangers** :
 - Etre à la pointe dans la transposition et l'application des directives européennes : « Carte bleue » européenne / titres de séjour « étudiant » et « chercheur »
 - Adapter les infrastructures « traditionnelles » à la hausse de la population

Manque de main-d'œuvre qualifiée

Ce que le programme gouvernemental prévoit :

- « Pour permettre à tous les élèves de développer pleinement leurs capacités personnelles et leurs talents, il y a lieu de continuer à diversifier l'offre scolaire »
- Prévention du décrochage scolaire et mesures de réintégration
- Développement des compétences digitales à l'enseignement fondamental
- « Pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans bon nombre de secteurs professionnels, il s'avère incontournable d'adopter une feuille de route pour attirer des talents »

Coût du travail : Petit à petit, l'écart se creuse

Ce que la Chambre de Commerce préconise à l'Etat dirigeant :

- Il est urgent de maîtriser l'évolution des coûts salariaux :
 - entre 2010 et 2017, le coût salarial unitaire a augmenté de 15% au Luxembourg contre 12% en Allemagne, 8% en Belgique et 6% en France
 - depuis 2006, la productivité apparente du travail a baissé de 5% au Luxembourg quand les salaires réels ont progressé de près de 6%
- Le divorce du couple salaire / productivité défavorise la compétitivité-coûts des entreprises, leur rentabilité et menace leur survie à long terme

 Limiter les tranches indiciaires au maximum à tous les 18 mois

 Repenser la pondération du panier en l'arrimant avec la TIR

Coût du travail

Ce que le programme gouvernemental prévoit :

- « Les prochaines négociations salariales [dans la fonction publique] s'inscriront dans la continuité et seront menées en tenant compte de l'évolution de la situation économique générale et des finances publiques »

MAIS

- Hausse du salaire social minimum
- Maintien du système actuel d'indexation automatique des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités et montants généralement adaptés

Prix de l'énergie et des matières premières : Une « double peine » pour les entreprises

Ce que la Chambre de Commerce préconise à l'Etat dirigeant :

- Les entreprises luxembourgeoises sont doublement pénalisées par la hausse des prix des énergies et des matières premières :
 - elle rend la production plus coûteuse et réduit les marges
 - elle rapproche l'échéance de la prochaine tranche indiciaire

 Gel des prix administrés, par le biais d'un moratoire de 2 années par exemple

 Gel des cotisations sociales tout au long de la législature

Prix de l'énergie et des matières premières

Ce que le programme gouvernemental prévoit :

- « Il sera ainsi veillé au maintien de prix d'énergie compétitifs au plan européen. Dans le cadre d'une approche basée sur un dialogue transparent et sur des efforts mutuels, les entreprises industrielles exposées à une concurrence internationale seront soutenues afin de maintenir une base industrielle compétitive au Luxembourg »
- « Si l'inflation est restée à un niveau particulièrement bas au cours des dernières années, les incertitudes accrues du prix des matières premières sur les marchés internationaux ont généré une inflation plus forte, bien qu'elle reste modérée. La situation sera surveillée avec attention afin d'éviter toute tendance menant à une inflation excessive »

4) Près de la moitié des entreprises anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires à l'exportation en 2019

Ce que disent les entreprises :

- Le manque de demande intérieure est cité comme un défi important par les entreprises, d'où l'importance des exportations pour les entreprises luxembourgeoises
- A peine 10% des entreprises estiment que leur CA à l'exportation baissera en 2019

Ce que la Chambre de Commerce préconise à l'Etat ouvert :

- Le Luxembourg doit continuer à « se vendre » et à favoriser son ouverture vers de nouveaux marchés porteurs, tout en ne négligeant pas ses relations existantes
- Le Luxembourg doit défendre avec véhémence les libertés fondamentales européennes et se mobiliser pour parachever le marché unique

4) Près de la moitié des entreprises anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires à l'exportation en 2019

Ce que le programme gouvernemental prévoit :

- « En tant que moteur économique d'une Grande Région de plus en plus interconnectée et mobile, le Luxembourg renforcera la coopération transfrontalière avec les Etats et les entités fédérées limitrophes »
- « Le Luxembourg continuera d'œuvrer en faveur de la défragmentation du marché intérieur »
- « Au sein de l'Union européenne et de l'OCDE, les efforts en faveur d'une politique commerciale ouverte, équilibrée et responsable, prônant la poursuite de la libéralisation des échanges prioritairement avec des pays industrialisés qui respectent nos intérêts et qui nous assure un accès au marché étranger en pleine conformité avec les Objectifs de développement durable continueront d'être soutenus »

5) Plus d'un tiers des entreprises prévoit d'engager en 2019

Ce que disent les entreprises :

- 60,1% des entreprises estiment que leur effectif restera stable en 2019, mais 35% prévoient d'engager de nouveaux collaborateurs en 2019, et même plus de la moitié des entreprises de plus de 250 personnes
- Toutefois, le manque de main-d'œuvre qualifiée est à nouveau en tête des préoccupations

Ce que la Chambre de Commerce préconise à l'Etat dirigeant :

- Plaidoyer pour la flexibilité : solutions proches des entreprises, pas de « one size fits all »
- Flexibilité sur les plans géographique et horaire, au niveau sectoriel ainsi qu'au niveau des entreprises individuelles
- L'Etat doit ériger quelques « glissières de sécurité » mais laisser sa place au dialogue social sectoriel et intra-entreprises pour les détails

5) Plus d'un tiers des entreprises prévoit d'engager en 2019

Ce que le programme gouvernemental prévoit :

- Modernisation du droit du travail en l'adaptant aux transformations du monde du travail
- Organisation temps travail : « Ces nouvelles approches qui peuvent être négociées dans le cadre du dialogue social et avant tout dans celui des conventions collectives sont en général favorables à un niveau de productivité plus élevé et une satisfaction, motivation et créativité plus élevées au travail »
- Développement des compétences en matière de sciences naturelles et de technologies

6) A peine 30% des entreprises envisagent d'accroître leurs investissements en 2019

Ce que disent les entreprises :

- Plus de 60% des entreprises ne devraient pas modifier leur niveau d'investissements en 2019, alors qu'elles étaient 50% à prévoir une stabilité en 2018
- Dans ce contexte d'incertitude quant à leurs marges futures, les entreprises semblent réduire ou différer leurs investissements, ce qui s'avérera sous-optimal pour l'économie luxembourgeoise

Ce que la Chambre de Commerce préconise à l'Etat investisseur :

- L'Etat doit être « créateur de marchés », en prenant des initiatives risquées dans des nouveaux secteurs stratégiques afin de développer un cadre favorable permettant de significativement stimuler les investissements privés
- Les maîtres-mots des collaborations public-privé doivent être la cohérence, la concertation et la coopération

6) A peine 30% des entreprises envisagent d'accroître leurs investissements en 2019

Ce que le programme gouvernemental prévoit :

- Poursuite d'une politique d'investissements ambitieuse
- Encouragement des investissements privés dans les projets de recherche, entre autres dans la recherche sur les applications concrètes
- Elaboration et mise en œuvre d'une politique fiscale prévisible et cohérente
- Réduction de la pression fiscale sur les entreprises

MERCI

LU X EMBOURG
LET'S MAKE IT HAPPEN



Chambre de Commerce
7 rue Alcide de Gasperi
L-1615 Luxembourg
Tél : (+352) 42 39 39-1
E-mail : chamcom@cc.lu
www.cc.lu